

Brochure n° 3346

**Convention collective nationale**

IDCC : 2642. – **PRODUCTION AUDIOVISUELLE**

---

■ *Journal officiel* du 28 mars 2008

**Arrêté du 26 mars 2008 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la production audiovisuelle (n° 2642)**

NOR : MTST0806824A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 portant extension de la convention collective nationale de la production audiovisuelle du 13 décembre 2006 (deux annexes) ;

Vu l'accord du 26 juin 2007 relatif aux salaires (barèmes annexés), conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la production audiovisuelle ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 4 octobre 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueillis, d'une part, selon la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail et, d'autre part, lors de la séance du 12 février 2008,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la production audiovisuelle du 13 décembre 2006, les dispositions de

l'accord du 26 juin 2007 relatif aux salaires (barèmes annexés), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail.

Les salaires minima correspondant aux emplois de gardien et d'agent d'entretien, figurant dans la grille des salaires minima des emplois de catégorie A, sont étendus sous réserve de l'application des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

La grille des salaires minima des emplois de catégorie B est étendue sous réserve que la différence entre salariés ayant la même qualification et accomplissant les mêmes tâches se fonde sur des critères objectifs et vérifiables en relation directe avec la valeur du travail effectué, et ne contrevienne pas au principe « à travail égal, salaire égal » prévu aux articles L. 133-5 et L. 136-2 du code du travail et reconnu par la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. soc., 29 octobre 1996, société Delzongle c/Ponsolle).

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 mars 2008.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBRELLE

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/38, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.